

LGV : la bataille du rail

Alors même que le Conseil départemental du Finistère était réuni en session budgétaire les 1^{er} et 2 février, la publication du rapport du comité d'orientation des infrastructures, présidé par Philippe Duron, a déclenché une onde de choc parmi les élu.es du Finistère.

Le matin même de cette publication, la présidente, Nathalie Sarrabezolles, déclarait en ouverture de la session budgétaire : « **À quelques mois du vote de la loi sur les mobilités, quelques jours après l'annonce de l'abandon du projet de Notre-Dame-des-Landes, la voix du Finistère s'est faite particulièrement entendre sur la question de l'accessibilité et je vous propose de continuer à la porter. Depuis de nombreuses années déjà, la Bretagne a porté une vision commune du désenclavement de son territoire avec quatre priorités : les liaisons ferroviaires, routières, aériennes et numériques. C'est le message que nous avons porté collectivement auprès de Madame Elisabeth Borne, ministre des Transports, à Rennes la semaine dernière** ». De manière prémonitoire, la présidente insistait particulièrement sur la question du TGV. « **Dans l'instant, pour le Finistère, la question cruciale est la question ferroviaire. Il est essentiel que le projet inscrit dans les différents contrats se concrétise, à savoir une liaison entre Rennes et Brest et Rennes et Quimper en 1 h 30, soit un trajet de 3 h 00 de la pointe de la Bretagne à Paris.** »

Quelques heures plus tard, le comité d'orientation des infrastructures, présidé par Philippe Duron, rendait ses conclusions au gouvernement, reléguant le projet Liaison Nouvelle Ouest Bretagne



Objectif : le Finistère à 3h00 de Paris

Pays de la Loire, et donc l'accessibilité de la pointe bretonne, au-delà de 2038.

« **Ce choix de fermer la porte aux Bretonnes et aux Bretons, aux Finistériennes et aux Finistériens, ne reconnaît pas le travail effectué, depuis de nombreuses années, pour proposer une réponse pertinente aux enjeux vitaux d'accessibilité et de développement équilibrés du Grand Ouest** », pouvait-on lire dans la motion votée à l'unanimité.

Lundi 5 février, à l'issue de la commission permanente, Nathalie Sarrabezolles et les représentants des trois groupes du Conseil départemental (*Finistère et solidaires, Alliance pour le Finistère* et les régionalistes) ont tenu une conférence de presse commune au cours de laquelle ils ont réaffirmé leur détermination à voir inscrites dans la loi d'orientation sur les mobilités, débattue au cours du premier trimestre, les suites de Bretagne à Grande Vitesse (Rennes-Paris) qui permettront de réduire le temps d'accès à l'extrême pointe bretonne.

Deux rendez-vous ont été fixés : le 19 février à Quimper pour les élu.es et les représentants des forces vives du département et le 7 mars, à l'Assemblée nationale à Paris.

CAP
FINISTÈRE
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 8/02/2018

SITE DE DEPOT
P1
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Au mérite ?

On pensait que la lubie qui consiste à mettre en place une rémunération des fonctionnaires au mérite était l'apanage de la frange la plus dogmatique des libéraux. Mais non, la République en marche en fait son nouveau cheval de bataille.

Cette proposition est vouée à l'échec. Car, en effet, la notion même de mérite est incompatible avec l'esprit de la fonction publique. Elle se traduirait par de la concurrence où il y a besoin de coopération. Et qui le déterminerait ? Pour les enseignants, par exemple, on demanderait aux élèves de les noter ? Aux parents d'élèves ? Aux proviseurs ?

Le temps, l'argent et l'énergie perdus à déterminer des critères seraient bien mieux utilisés à conforter le service public en soutenant les fonctionnaires et en créant les postes là où ils manquent le plus cruellement, comme les prisons ou les Ehpad.

PS29

Chiffre de la semaine

9,8 %

Le budget consacré au logement est passé de 18,3 milliards d'euros en 2017 à 16,5 milliards en 2018.

Pour un congrès apaisé

Dans le Finistère, les adhérents et les secrétaires fédéraux veulent s'orienter vers un congrès apaisé. C'est ce qui est ressorti des échanges du Conseil fédéral qui s'est tenu le 2 février à Brest.



« Retrouvons le goût de travailler ensemble »

François Cuillandre est revenu du conseil national d'enregistrement des textes d'orientation, qui s'est tenu le 27 janvier à la Maison de la chimie, avec la conviction renforcée que le Parti Socialiste peut ressortir grand de ce congrès, à condition que les débats soient sereins et approfondis. **« Je crois à une prise de conscience salutaire »**, a indiqué le Premier secrétaire fédéral qui a cité quelques passages d'interventions prononcées à la Maison de la chimie comme **« Il faut nous convaincre et non nous contraindre »** ou **« Il faudra rompre avec nos mauvaises habitudes, restaurer**

une confiance, une ambiance, retrouver le goût de travailler ensemble » ou encore **« Cela fait trop longtemps que les seules batailles que nous gagnons sont des batailles contre nous-mêmes. Trop longtemps que l'égoïsme, l'égotisme, ont remplacé la solidarité entre nous »**.

C'est bien cet état d'esprit qui doit prévaloir chez tous les adhérents de manière à ce que ce congrès permette de tirer le bilan de notre passage au pouvoir, entre 2012 et 2017 mais aussi avant et de tracer des nouvelles perspectives. Il est possible d'incarner une opposition intelligente, loin de l'agitation des Insoumis. Et il est aussi possible de définir une ligne réformatrice, ambitieuse et réaliste.

« Il faut nous convaincre et non nous contraindre. »

« Les Français savent ce que la gauche leur a apporté depuis le Front Populaire. À nous maintenant de présenter clairement dans quelle direction nous leur proposons d'aller. » Cette refondation suppose un profond renouvellement de nos pratiques militantes pour bâtir un parti beaucoup plus tourné vers l'extérieur.

« C'est d'autant plus important », a estimé Thierry Fayret, **« que les citoyens**

ont souvent l'image de partis où seules les batailles de personnes dominant. Or, il est possible, dans la transparence, de présenter les enjeux de débats apaisés où chacun écoute les arguments des autres », a insisté le secrétaire du comité de ville de Brest.



Il reviendra aux adhérents de décider

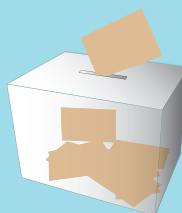
C'est cette volonté de transparence qui a prévalu dans l'intervention de Yohann Nédélec. Le secrétaire fédéral a passé en revue l'ensemble des sections qui composent la Fédération du Finistère en les classant dans trois catégories : celles qui fonctionnent, qui composent le groupe le plus important, celles qui ont besoin de soutien et celles qui nécessitent une restructuration. Pour Yohann Nédélec, ce sont toujours les adhérents qui doivent décider de l'avenir de leur section, et des éventuelles fusions à opérer.

L'agenda du Congrès



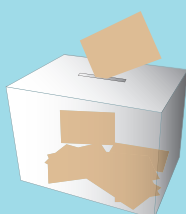
10 mars 2018

Assemblée générale de présentation des textes d'orientation à l'espace François Mitterrand à Pont-de-Buis.



15 mars 2018

Vote des adhérents sur les quatre textes d'orientation.



29 mars 2018

Vote des adhérents, en section, pour le ou la Premier.e secrétaire national.e et fédéral.e.



7 et 8 avril 2018

Congrès national d'Aubervilliers (93).



Refondation : quels outils pour militer ?

La refondation du Parti Socialiste s'inscrit dans la durée : après avoir donné la parole aux adhérents à l'automne dans les forums ou par des questionnaires sur internet, les adhérents des sections de Brest métropole se sont retrouvés le 29 janvier pour travailler sur les aspects « pratiques » de la Refondation.

« Il s'agit, à partir de ce qui a été dit à la fin de l'année 2017, de voir, concrètement, comment les aspirations des adhérents peuvent se traduire en actions », a expliqué Thierry Fayret, secrétaire du comité de ville de Brest, à la quarantaine de militants venus approfondir la réflexion le 29 janvier.

Pour se faire, trois enjeux ont été identifiés pour augmenter l'audience du Parti Socialiste : une nouvelle organisation territoriale ? Une plus grande présence sur les réseaux sociaux ? Et un militantisme « hors les murs » ?

L'heure n'est pas au repli sur soi pour les socialistes. Au contraire, elle est à l'offensive. Pour tous les socialistes, la question qui se pose est : comment fait-on pour aller au-devant des citoyennes et des citoyens. Cela passe par une plus grande implication dans le mouvement associatif et syndical. La plupart des adhérents sont déjà engagés dans la vie associative ou syndicale. Mais il convient d'établir plus de passerelles et de contacts entre le parti et ces mouvements.



L'atelier : Quelle organisation territoriale ?

Les réunions de sections méritent un sérieux dépoussiérage. Et leurs périmètres doivent aussi être revus surtout lorsque plusieurs d'entre elles coexistent sur le même bassin de vie. Faut-il les réunir ou les fusionner ? Faut-il plutôt les ouvrir et permettre à l'ensemble des adhérents de Brest métropole de participer à celles qu'ils souhaitent en fonction des questions inscrites à l'ordre du jour ? Déjà, les coopérations entre sections existent mais peut-être faut-il systématiser les échanges d'informations ? Et faut-il continuer à employer le terme de « sections » ?

Si la priorité est donnée au militantisme de terrain, internet et le numérique ne sont pas oubliés puisque c'est aussi sur les réseaux sociaux que se diffusent les idées et que se forment les convictions. Les adhérents sont demandeurs de formations pour comprendre les règles qui prévalent sur les réseaux sociaux et les astuces qui permettent de faire passer des messages originaux, percutants, mais aussi ludiques.

En savoir plus

Infatigable militant



Louis Le Pensec a remis, le 3 février, la médaille de Chevalier de l'ordre national du Mérite à Daniel Le Bras, infatigable militant. Médecin anesthésiste, Daniel Le Bras est nommé à Quimperlé en 1978 et met en place, avec l'aide de Louis Le Pensec, le service des urgences.

Militant de gauche depuis 1968, il fut trésorier de l'UNEF.

En 1989, il rejoint Guy Savin qui mène la liste pour les élections municipales. En 2001, il est tête de liste et devient maire. Son mandat fut marqué par de nombreux mouvements sociaux à l'hôpital, aux PDM ou chez Nestlé.

En 2014, Daniel Le Bras figure sur la liste conduite par Michaël Quernez et

s'occupe du dossier de l'eau.

Parallèlement, depuis 1996, Daniel Le Bras est le secrétaire de la section socialiste de Quimperlé.

Après avoir mené son activité d'élu tambours battants, Daniel Le Bras a décidé de « lever le pied » mais en restant toujours un militant très actif.

Soutien au lycée de Plouhinec

La section locale du Parti Socialiste de Douarnenez, s'engage aux côtés du comité de soutien du Lycée Professionnel Jean Moulin de Plouhinec.

À l'heure où le déséquilibre entre les territoires, se traduit notamment, par la fermeture des services publics et un éloignement des centres de décision, l'annonce de la fermeture du Lycée Professionnel Jean Moulin, résonne, pour le Cap-Sizun et bien au delà, comme un « no future », un message inacceptable.

Jean-Claude Lessard, conseiller régional, et Annick Le Loc'h, députée, ont œuvré, comme élus socialistes, à pérenniser un équipement dont la pertinence et la capacité d'évolution sont avérées. La section locale du Parti Socialiste de

Douarnenez refuse cette fatalité, qui fera demain le lit des extrêmes. Elle s'engage aux côtés du comité de soutien du Lycée Professionnel Jean Moulin de Plouhinec, parce que cette lutte, juste, est une réponse démocratique, porteuse d'espoirs pour la jeunesse.

Le Numérique : une révolution pour notre société ?

Philippe Ris animera une réunion sur ce thème le samedi 10 février, au local du PS, à Brest, de 10 h 00 à 12 h 00.

Le numérique est en train de redéfinir notre monde et nous sommes pris dans un renversement de monde probablement inédit pour l'humanité.

Philippe Ris présentera les enjeux de cette révolution dont on a encore du mal à percevoir les conséquences économiques, sociales et politiques.

Disparition

Nous avons appris avec tristesse la disparition de Joël Quimerch, qui fut secrétaire de la section de Plogonnec.

Nous adressons à sa famille et ses proches nos plus sincères condoléances.

10 mars

14h00 : Assemblée générale de présentation des textes d'orientation, à l'Espace François Mitterrand à Pont-de-Buis.

Ehpad : et maintenant ?

Luc Broussy



La forte mobilisation des personnels des Ehpad le 30 janvier a mis en évidence un réel malaise dans les établissements qui accueillent des personnes âgées dépendantes. Il ne faudrait pas, une fois l'émotion retombée, qu'on passe à autre chose. C'est maintenant qu'il faut prendre cette question à bras le corps, estime Luc Broussy, secrétaire national en charge des personnes âgées.

Cap Finistère : Comment expliques-tu le mouvement dans les Ehpad ?

Luc Broussy : Je pense que ce mouvement est le fruit d'une série d'évènements qui ont convergé vers cette grève du 30 janvier. Il y a eu d'abord une grève dans un Ehpad à Foucherans, dans le Jura, qui entre avril et juillet a duré plus de 100 jours. Cette grève a pris une dimension nationale lorsque Florence Aubenais a publié, en juillet, un papier qui a fait la « Une » du Monde avec le titre : « On ne les met pas au lit, on les jette ». Puis, en septembre, Monique Iborra, une députée LREM, a pointé du doigt dans un Rapport des « sous-effectifs unanimement reconnus » donnant ainsi raison à ceux qui protestaient. Enfin, le rôle des réseaux sociaux a été déterminant. Une infirmière de 24 ans en Ardèche a livré l'explication de sa démission d'un Ehpad. Résultat : 20 000 partages de son post. Patrick Pelloux, le célèbre urgentiste, lance une pétition en ligne en janvier : plus de 400 000 signatures en trois semaines !

Enfin, il existe une situation plus structurelle : pendant que les ratios de personnel évoluent lentement, l'état de santé des résidents accueillis en Ehpad évolue lui très fortement depuis dix ans donnant ainsi une charge de travail sans cesse croissante aux personnels.

Cap Finistère : La situation est-elle aussi dramatique dans tous les établissements ?

Luc Broussy : Non. Il faut vigoureusement tordre le cou à l'idée que nos Ehpad sont de mauvaise qualité et qu'on y est mal traité. La qualité des Ehpad a fait un indéniable bond en avant depuis quinze ans même si la trop faible présence en personnel devient un vrai problème. Après, évidemment qu'avec un ratio de personnel équivalent, un Ehpad fonctionnera mieux qu'un autre en raison d'un management plus efficace ou d'une situation sociale apaisée.

Cap Finistère : La France a-t-elle suffisamment anticipé le vieillissement de sa population ?

Luc Broussy : Certainement pas. Mais nous

avons, lors du précédent quinquennat, posé un acte fondamental : la loi d'adaptation de la société au vieillissement. Voilà une loi qui, justement, regarde plus loin que le bout de son nez en tentant d'anticiper la formidable révolution de la longévité. Nous avons ainsi légiféré sur la prévention, sur l'adaptation des logements, sur la mobilité des seniors ou encore sur l'aide aux aidants. Surtout, nous avons mis 750 millions d'euros en particulier en direction du domicile. Avouons que nous sommes loin des 50 millions d'euros que vient de rajouter le gouvernement pour tenter d'éteindre un début d'incendie social.

Je note, malheureusement, que pour le moment l'actuelle majorité ne fait pas vivre cette Loi ASV autant qu'il le faudrait. Quant au défi de la dépendance, nous n'en sommes en effet qu'au début. C'est lors de l'arrivée à l'âge de 85 ans des générations du baby-boom, soit à partir de 2030-2032 que notre problème d'aujourd'hui va se transformer en tsunami.

Mais dès aujourd'hui, entre l'attitude de la République en Marche qui ne s'intéresse pas au sujet et celle de la France Insoumise qui demeure dans l'incantatoire, il faut définir une méthode volontariste qui permette de faire des choix politiques et d'organiser l'effort financier sur une dizaine d'années.

Cap Finistère : Que faudrait-il faire ?

Luc Broussy : D'abord scinder le sujet en deux. À court terme, il faut gommer les effets néfastes de la réforme tarifaire en cours qui, par ailleurs, est une bonne réforme. Toujours à court terme, il faut lancer un plan sur la situation des personnels en Ehpad, sur leurs conditions de travail, sur leur qualité de vie au travail, sur leur formation. Le bien-être des personnels est une condition sine qua non du bien-être des résidents.

Mais il faut qu'Emmanuel Macron lance immédiatement un chantier « Ehpad » à l'horizon 2030. Il faut un plan pluriannuel permettant de mobiliser les ressources nécessaires ; il faut aussi réfléchir à l'indispensable maîtrise du « reste à charge » pour les familles ; et il faudra enfin, le moment venu, créer des milliers de places nouvelles. Tout cela nécessite plusieurs milliards d'euros - probablement entre 7 et 10 milliards d'euros sur dix ans. C'est donc maintenant qu'il faut commencer l'effort collectif si on ne veut pas, comme vient de le proposer une députée Modem, que chacun soit obligé de s'assurer seul auprès d'une assurance privée.

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1215 - Vendredi 9 février 2018
www.ps29.org - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directrice de la publication : Rachel NICOLAS

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFPS

